

51044

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



PROVISOIRE

E/CN.14/SR.140(IX)
3 février 1969

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Neuvième session
Addis-Abéba, 3-14 février 1969

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA CENT QUARANTIEME SEANCE
tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba
le lundi 3 février 1969, à 15 h 30

<u>Président provisoire :</u>	M. Ayida (Nigéria)
<u>Secrétaire exécutif :</u>	M. R.K.A. Gardiner
<u>Secrétaire :</u>	M. H.L. Senghor

SOMMAIRE :

Discours de Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié Ier
Déclaration de U Thant, Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
Discours d'ouverture du Président de la huitième session
Réponse de M. Lissouba (Congo (Brazzaville))
Réponse de M. Tom Mboya (Kenya)

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur deux exemplaires du compte rendu, qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible au Bureau du Secrétaire de la Commission. Au besoin, les comptes rendus rectifiés pourront être envoyés par la poste, après la session, au Bureau du Secrétaire de la Commission économique pour l'Afrique, B.P. 3001, Addis-Abéba, Ethiopie.

DISCOURS DE SA MAJESTE IMPERIALE HAILE SELASSIE I

SA MAJESTE IMPERIALE HAILE SELASSIE I, EMPEREUR D'ETHIOPIE, déclare qu'il convient, en ce dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique, de faire le point des dix années d'efforts consacrées par la Commission à promouvoir le développement économique, technique et social de l'Afrique et, pour les Etats membres, de se vouer à nouveau au développement progressif et rapide des ressources humaines et matérielles de la région.

A la première session de la Commission, la qualité de membre de plein droit n'était acquise qu'à huit pays en voie de développement; aujourd'hui, plus de 40 gouvernements africains apportent aux travaux de la CEA leur plein concours. Il n'en existe pas moins encore des peuples africains qui vivent sous le joug du colonialisme et ne peuvent être représentés à la Commission. L'Ethiopie continuera à oeuvrer pour la libération complète du continent, afin que tous les Africains puissent, dans un avenir aussi proche que possible, être représentés à la CEA.

Sa Majesté exprime le plaisir particulier qu'Elle éprouve à accueillir U Thant, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dont la présence est la preuve de l'intérêt qu'il a toujours manifesté pour les travaux de la Commission. C'est également une satisfaction que de constater que des représentants d'Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales, d'institutions non gouvernementales et de fondations de pays développés sont venus participer aux travaux de la session. Une chaleureuse bienvenue doit aussi être souhaitée aux représentants des autres organisations apparentées aux Nations Unies, sur l'appui desquelles la Commission a toujours pu compter.

L'Afrique a beaucoup progressé sur la voie de l'autonomie, et les gouvernements africains ont appris à s'organiser plus efficacement pour l'accomplissement de leur tâche essentielle, qui est de relever le niveau de vie des peuples africains et de les placer le plus rapidement possible dans l'orbite de la technique du XXe siècle. La Commission économique pour l'Afrique a contribué utilement à la poursuite de cet objectif et le travail accompli par son secrétariat a permis d'accroître considérablement la somme des connaissances relatives à la région. Le Secrétaire exécutif doit être remercié pour l'intérêt personnel qu'il a pris et le concours qu'il a apporté à la préparation du troisième plan de développement récemment lancé par l'Ethiopie.

En vertu du mandat qu'elle a reçu de l'Assemblée générale des Nations Unies, la CEA se préoccupe principalement de l'assistance technique au développement économique et social. L'Organisation de l'unité africaine, d'autre part, est investie d'une responsabilité majeure dans le domaine politique. Il est réconfortant de constater que d'étroites relations de travail s'établissent entre les deux organisations et d'observer que l'OUA s'efforce de fournir un appui politique aux études techniques et aux propositions de la CEA. Les deux organisations font en sorte que l'Afrique ait une même voix dans les délibérations internationales, en particulier dans les négociations commerciales menées sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il faut espérer que les efforts de la CNUCED pour rationaliser le système d'échanges mondiaux seront plus fructueux au cours de la deuxième Décennie du développement qu'ils ne l'ont été pendant la première. A cette fin, les pays développés devraient tenir compte de la Charte d'Alger.

Bien que l'action concertée de ses organisations régionales n'ait pas résolu les problèmes de l'Afrique, les lignes d'action à suivre apparaissent de plus en plus clairement. Les Africains doivent continuer à coopérer pour éliminer les obstacles qui empêchent actuellement d'aborder dans une optique intégrée le développement régional. Ils doivent, individuellement et collectivement, entreprendre de renforcer les institutions existantes et d'en organiser de nouvelles pour faciliter la coopération économique, et ils doivent s'efforcer de mettre en valeur les abondantes ressources humaines du continent, qui sont sa véritable richesse.

On ne saurait trop souligner l'importance de la coopération pour le développement économique. Les sous-régions ont déjà établi des mécanismes intergouvernementaux pour étudier et résoudre les problèmes posés par les entreprises en coopération; le travail accompli par les Etats riverains du Sénégal et par les organes de coopération économique des pays du Maghreb, les efforts de coordination industrielle faits en Afrique de l'Ouest et la coopération croissante entre les pays de l'Afrique de l'Est sont particulièrement encourageants. Par ses travaux, la CEA a démontré que les sous-régions africaines peuvent devenir des unités économiques viables dans le cadre desquelles le développement économique, et en particulier le développement industriel, peut être planifié et réalisé. C'est donc une satisfaction de constater que le travail du secrétariat consiste à préparer des études et à fournir un appui technique aux programmes de développement sous-régionaux.

Consciente du fait que l'industrie exige des économies d'échelle, l'Ethiopie a été l'un des membres fondateurs de la Communauté économique de l'Afrique orientale. Sa Majesté elle-même était présente à Arusha en décembre 1967; elle y a exprimé l'intention de son pays d'adhérer à cette Communauté, et son Gouvernement participe actuellement à des négociations dont elle espère que les résultats se révéleront satisfaisants pour tous les intéressés.

Il est indispensable, pour favoriser les contacts économiques et culturels, d'améliorer les moyens de transports et les télécommunications à l'intérieur des sous-régions et entre elles. Pendant la période couverte par son troisième plan, l'Ethiopie développera son réseau de routes praticables en toutes saisons, ouvrira des routes secondaires et de raccordement et poursuivra la construction d'axes routiers internationaux. Elle désire donc le maintien, au sein de la sous-région, d'une coopération qui conduise à la mise en place d'un réseau routier intégré en Afrique de l'Est.

Le développement des transports aériens est aussi d'une importance vitale, et des progrès rapides ont été accomplis dans ce domaine. La compagnie aérienne éthiopienne dessert dix-sept centres internationaux en Afrique, en Europe et en Asie, et s'efforcera d'établir une coopération plus étroite avec les compagnies de transports aériens des autres pays d'Afrique. Il faut espérer également que les transports par voie ferrée et par eau seront étudiés sur une base intégrée, afin que des projets viables puissent être élaborés pour l'amélioration des réseaux existants et la création de réseaux nouveaux. La mise en service de la liaison de télécommunications entre Addis-Abéba et Abidjan a marqué une étape importante vers l'établissement des liaisons directes entre les pays d'Afrique.

Il faut que les efforts faits pour réaliser la coopération économique soient appuyés par des organismes nationaux et multinationaux capables de faire face aux problèmes complexes de l'intégration, ainsi que d'élaborer et d'exécuter des plans nationaux, sous-régionaux et régionaux. Il serait très utile que la région toute entière et ses institutions sous-régionales mettent en commun leur expérience en matière de formulation et de mise en oeuvre des plans, afin d'améliorer les méthodes de planification et d'exécution. Cela permettrait d'éviter les chevauchements et le gaspillage, et de parvenir à une exploitation plus efficace des ressources naturelles de l'Afrique.

L'efficacité exige que les disponibilités en main-d'oeuvre qualifiée soient constamment suffisantes et il se peut qu'au cours de la prochaine décennie, le niveau de développement de la main-d'oeuvre en Afrique soit un facteur essentiel de la rapidité et de la compétence avec lesquelles l'Afrique s'organisera pour satisfaire les exigences et les aspirations de ses populations. Il importe donc de prendre d'urgence des mesures pour renforcer et développer les institutions nationales et régionales de formation et pour réorganiser les systèmes d'enseignement de façon à en faire des instruments efficaces au service des besoins de l'Afrique. La Commission a beaucoup fait pour développer les ressources humaines, et il faut espérer que les autres organismes internationaux ayant une activité dans ce domaine coopéreront avec la CEA à l'élaboration de programmes plus complets et plus clairs voyants qui permettront de former la jeunesse africaine pour une participation effective au processus de développement.

A l'occasion du dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique, il est opportun de demander instamment aux pays développés de prêter d'urgence une attention bienveillante aux projets et programmes de développement de l'Afrique, et de les adjurer de formuler des propositions de plus grande portée et plus hardies pour l'aide à cette région.

Au cours de la décennie passée, l'Afrique a identifié ce qui doit être fait pour accélérer le développement et la CEA a commencé à jouer un rôle effectif en facilitant la coopération économique et en aidant à résoudre les problèmes intra-africains. La prochaine décennie, qui est riche de promesses, exigera de toute l'Afrique et de ceux qui sont disposés à l'aider le maximum de courage, d'efforts et de détermination. Sa Majesté espère que les délibérations de la neuvième session contribueront à faire une réalité de cet objectif si ardemment désiré : une Afrique libre, heureuse et prospère.

MESSAGE DE U THANT, SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES

LE SECRETAIRE GENERAL se déclare très heureux de pouvoir assister aux cérémonies de commémoration du dixième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique. Le Secrétaire général remercie vivement Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié du vif intérêt qu'il ne cesse de témoigner pour les activités de la CEA depuis sa création il y a dix ans.

Pendant ces dix années, le nombre des Etats membres de la CEA est passé de neuf à quarante et un, en grande partie grâce aux efforts du Comité de décolonisation des Nations Unies. Par leurs propres moyens, comme avec le concours de la CEA, des pays africains ont défriché le terrain en vue d'une rapide évolution économique et sociale; toutefois, le processus de développement recevra une impulsion à mesure que les vestiges du colonialisme et des politiques racistes encore présents sur ce continent seront balayés et que les gouvernements africains renforceront leur coopération économique.

L'Afrique est accablée de problèmes d'ordre économique et social. Les économies africaines sont très fortement tributaires de l'agriculture et, dans certains cas, de la production minière; l'industrialisation insignifiante et la demande de services très limitée. Comme d'autres régions en voie de développement l'Afrique souffre d'une pénurie de personnel qualifié, de la lenteur de l'accroissement de la production totale et de revenus insuffisants. Dans un tel contexte plutôt sombre, les activités de la CEA offrent plus qu'une lueur d'espoir, car elles sont axées directement sur l'édification d'infrastructure pour la coopération régionale et sous-régionale et le rassemblement de renseignements économiques et sociaux sans lesquels les pays africains seraient dans l'impossibilité de planifier leur développement. En outre, en collaboration avec des organismes des Nations Unies tels que le PNUD, la CNUCED et l'ONUDI et les institutions spécialisées, la CEA a pu créer des organes d'importance vitale tels que la Banque africaine de développement et l'Institut africain de développement économique et

de planification et lancer un certain nombre de programmes qui favoriseront le développement économique et social.

L'Afrique ne pourra se libérer plus rapidement des chaînes du sous-développement que par la volonté et la collaboration politique des gouvernements africains et des membres de l'Organisation des Nations Unies dans leur ensemble. Pour avoir semé les graines d'une coopération et d'un travail d'équipe déterminés, la CEA, pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, pourra constituer le point de convergence des initiatives appelés à se retrouver dans les efforts sous-régionaux et mondiaux ayant pour objet de favoriser le développement économique et social en Afrique. Il y a lieu de ne pas perdre de vue à ce propos que le système des commissions économiques régionales des Nations Unies offre aux gouvernements d'une région donnée les moyens d'aborder les problèmes particuliers auxquels ils se heurtent, tout en encourageant en outre une coopération plus large grâce aux liens qui existent avec les organes des Nations Unies dans un cadre plus universel. Dans ces conditions, c'est pour l'Organisation des Nations Unies la fenêtre à travers laquelle elle peut connaître les problèmes économiques et sociaux de l'Afrique tels que vus par des yeux africains, et les connaître aussi par rapport à la structure globale de l'économie internationale. Il est bien entendu que les destinées de l'Afrique incombent exclusivement aux Africains, mais les nations africaines doivent savoir qu'elles ont un rôle essentiel à jouer en leur qualité de membres de la communauté mondiale. L'OUA ne doit pas se borner à contribuer à la résolution de certains des problèmes auxquels donne lieu les relations entre Etats africains; elle doit aussi être un instrument par l'intermédiaire duquel les pays membres pourraient participer plus efficacement à la coopération internationale spécialement dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. Il est encourageant de constater le renforcement de la collaboration entre l'OUA et la CEA en matière économique et sociale; en outre un nouveau resserrement de leurs relations permettrait aux deux organisations de rendre des services

aux nations africaines, au niveau des pays des sous-régions, de la région et sur le plan international.

C'est par l'intermédiaire de la CEA que les pays africains pourront provoquer les transformations économiques et sociales indispensables au développement. Sous la direction de ses secrétaires exécutifs successifs, à savoir, M. Mekki Abbas et M. Robert Gardiner, la Commission a démontré qu'elle pouvait aider ses membres. Le Secrétaire général exprime à nouveau l'intérêt qu'il porte aux travaux de la Commission et l'a assurée de son soutien. Toutes les nations doivent renouveler leur vœu de se consacrer sans réserve à la coopération internationale et n'épargner ni effort ni sacrifice pour favoriser le progrès économique et social des pays en voie de développement dans leurs efforts tendus vers l'édification de la paix dans le monde conformément à l'esprit de la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

DISCOURS D'OUVERTURE DU PRESIDENT DE LA HUITIEME SESSION

Le PRESIDENT provisoire souhaite la bienvenue aux délégations participant à la Session qui coïncide avec le dixième anniversaire de la Commission.

Il rappelle qu'en 1958, au moment de la session inaugurale de la CEA, la Commission ne comptait parmi ses membres de plein droit que neuf Etats africains indépendants, sans l'Afrique du Sud, à côté des six pays européens ayant des responsabilités coloniales en Afrique. Aujourd'hui, le tableau est sensiblement différent : 41 pays africains indépendants sont maintenant membres de plein droit de la Commission, tandis que les anciennes puissances métropolitaines ont la qualité de membres associés sans droit de vote. L'orateur est heureux de souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission, Guinée équatoriale, Maurice et Souaziland, qui participent pour la première fois à une session.

Dix ans après la création de la CEA, bon nombre de ceux qui ont été témoins de ses modestes débuts, savent que, en dépit des déceptions inévitables, leurs espoirs d'alors étaient justifiés.

On peut distinguer trois phases dans l'évolution de la CEA pendant cette période. Au cours de la première phase, la Commission s'est préoccupée essentiellement des "maladies d'enfance" associées à la création d'une grande institution internationale. A cette époque, ces sessions ont été consacrées essentiellement à des questions de procédure et à des déclarations générales et il ne restait que peu de temps pour aborder les questions de fonds.

La Commission est ensuite passée à la deuxième phase, lorsqu'elle a été en mesure d'établir des statistiques intéressant les pays africains, de procéder à des études sur les problèmes économiques et sociaux et d'organiser diverses réunions. Bien que le désir des Etats membres de résoudre les problèmes pratiques concernant une expansion économique rapide n'ait peut-être pas été satisfait à ce moment, ce fut une période qui a donné aux responsables africains l'occasion de se rencontrer et de se familiariser avec les conditions propres à d'autres pays africains, élément important de la coopération intra-africaine. Cependant, à l'heure actuelle

lorsque la Commission ne siège pas, sa seule liaison institutionnelle avec le secrétariat est assurée par son Président; connaissant mal le secrétariat ou ses activités, les Etats membres font rarement appel à son aide et, en fait, en raison des efforts déployés par les Nations Unies pour multiplier les occasions pour les Africains de se rencontrer au sein d'assemblées non africaines, ils connaissent généralement mieux les autres institutions telles que le Conseil économique et social, la CNUCED et l'ONUDI. Il estime par conséquent qu'il serait bon, au cours de la session, que la question d'un dispositif permanent pouvant être consulté entre les sessions de la CEA fasse l'objet d'un examen.

Certains pensaient à l'origine, et d'aucuns n'ont pas changé d'optique, que la CEA avait été conçue comme un organisme de recherche, mais, le Président provisoire estime que ce serait une erreur que de continuer à la considérer comme telle. En effet, si la Commission avait uniquement un rôle de recherche, il serait difficile, en égard aux circonstances propres à l'Afrique d'aujourd'hui, de justifier son budget actuel, qui représente quelque 5 millions de dollars par an. En revanche, la Commission doit pouvoir disposer des ressources qui lui permettront de jouer un rôle dynamique dans le processus de développement économique, et la session, après avoir examiné cette question en détail, devra fournir au Secrétaire exécutif certaines directives pour atteindre ce résultat.

La troisième phase de l'évolution de la CEA a été marquée par les efforts déployés depuis peu par le Secrétariat pour faire mieux connaître aux dirigeants africains la nécessité absolue d'une coopération économique efficace entre les Etats membres de la Commission. Bien que la coopération économique figure parmi les objectifs de tous les pays africains, elle ne s'est pas encore concrétisée par des accords économiques effectifs. Les progrès de l'Afrique dans la voie de la coopération économique ne sont pas très encourageants si on les compare à ceux de l'Europe et de l'Amérique latine.

En ce qui concerne les réalisations enregistrées au cours des deux années qui se sont écoulées depuis la huitième session de la Commission, l'orateur fait remarquer qu'il n'y a pas encore eu de "percée" dans la

région africaine en ce qui concerne un développement accéléré. Un événement important au cours de cette période a été la deuxième session de la CNUCED, et la principale leçon qui se dégage de son échec est que l'avenir économique de l'Afrique est essentiellement entre ses propres mains. Tout en cherchant à se suffire à eux-mêmes et à assurer leur indépendance économique, les pays africains doivent surtout apprendre à unir leurs efforts, faute de quoi ils seront engloutis dans un monde de plus en plus dominé par la concurrence. Les médiocres progrès réalisés par les pays africains au cours des deux dernières années doivent inciter à mieux faire pendant la deuxième Décennie du développement, et la présente session offre l'occasion de mettre au point la stratégie requise et de fixer les objectifs dans ce domaine.

Après avoir attiré l'attention sur le tableau qu'il a établi et qui donne des chiffres comparés du PIB par habitant et du niveau de développement dans les pays en voie de développement à travers le monde (tableau annexé à la version écrite de son discours), l'orateur souligne que l'Afrique se trouve au dernier échelon, même si l'on tient compte de changements de structure intervenus dans les économies du tiers-monde. Cependant, pour évaluer les progrès des économies africaines au cours de la première Décennie du développement, il convient également de tenir compte de la mesure dans laquelle ils dépendent des anciennes puissances métropolitaines, et considérer la fraction des richesses produites dans ces pays, dont profite en fait la population africaine.

Tout en reconnaissant la nécessité d'un accroissement sensible de l'aide extérieure accordée à l'Afrique et d'une amélioration des conditions dans lesquelles cette aide est octroyée, il considère néanmoins que les pays africains devraient moins compter sur cette aide, se concentrer davantage sur l'auto-assistance, multiplier les possibilités d'échanges mutuels, moderniser la production agricole et établir un programme d'industrialisation rapide. Toute aide étrangère accordée à cet effet ne peut venir qu'en complément de leurs propres efforts.

Considérant l'expérience des dix années écoulées, il estime qu'un plan de développement global pour l'ensemble de l'Afrique et établi par la CEA s'impose pour l'avenir; ce plan offrirait un cadre modèle, un ordre de priorité et des prescriptions de principe pour les plans de développement nationaux des Etats membres et il attirerait l'attention sur les objectifs convenant à la situation de l'Afrique et sur la nécessité d'une coopération mutuelle. Ce plan aiderait non seulement le monde à mieux suivre le processus de développement de l'Afrique, mais il permettrait également d'élaborer la philosophie africaine de la croissance économique et de l'évolution sociale, et il contribuerait à résoudre les problèmes qui se posent à l'Afrique dans un monde en évolution rapide.

Parlant du rôle que la CEA doit jouer dans la deuxième Décennie du développement, l'orateur déclare qu'il désire poser quatre questions, à examiner par la Commission. Premièrement, quelle place la Commission doit-elle occuper parmi les organismes reliés aux Nations Unies, en ce qui concerne tout particulièrement leurs activités d'exécution intéressant l'Afrique? Dans quelle mesure la Commission peut-elle personnifier la "présence économique" des Nations Unies en Afrique? Deuxièmement, comment la Commission peut-elle répondre aux besoins de développement des Etats membres, en particulier au cours de la prochaine Décennie du développement, lorsque la période de désenchantement qui a immédiatement suivi l'indépendance débouchera vraisemblablement sur un renouvellement des efforts tendant à aborder de façon plus réaliste les problèmes du développement? Troisièmement, dans quelle mesure la Commission peut-elle susciter la coopération économique et l'autonomie dans les pays africains des quatre sous-régions? A cet égard, il faudrait peut-être se demander si les quatre sous-régions sont bien encore le système le plus rationnel pour atteindre ces objectifs. Enfin, de quelle façon le Secrétariat pourrait-il être développé de façon que les Etats membres aient une plus grande confiance dans son aptitude à les aider? Dans quelle mesure le mandat de la Commission devra-t-il être modifié pour lui permettre de jouer un rôle plus efficace dans le développement des économies africaines?

L'orateur déclare qu'à son avis l'un des principaux problèmes qui se posent à la CEA est celui du personnel, auquel est liée la question épineuse de l'africanisation du secrétariat; un autre problème est celui du manque d'autorité de la Commission en ce qui concerne la formulation et la direction des activités d'exécution des Nations Unies en Afrique, ce qui, par voie de conséquence, l'empêche de jouir totalement du respect des Etats membres.

Pour ce qui est du premier de ces problèmes, il a constaté qu'un grand nombre de membres du Comité de recrutement et de formation du personnel, dont il est lui-même Président, réclament continuellement l'africanisation du secrétariat, mais que leurs gouvernements ne sont pas disposés ou ne sont pas en mesure de se passer des services de leurs fonctionnaires compétents pour les mettre à la disposition de la CEA. Il invite une fois de plus les Etats membres à détacher ou à transférer à la CEA quelques-uns de leurs fonctionnaires expérimentés; ce service devrait en fait être encouragé par les Etats membres, car il permettrait aux intéressés d'acquérir une expérience précieuse non seulement pour eux-mêmes, mais pour leurs pays, à leur retour.

Au nom de la Commission, il remercie le Secrétaire général d'avoir bien saisi les besoins particuliers de la CEA et d'avoir promis son appui aux activités du secrétariat. Si la Commission avait l'assurance que, grâce à la compréhension du Siège de l'Organisation des Nations Unies, le secrétariat sera pourvu du personnel nécessaire, elle pourrait alors se préparer au rôle vital qu'elle doit jouer dans la deuxième Décennie du développement.

A son avis, c'est à la CEA qu'il appartient au premier chef d'affirmer la présence des Nations Unies en Afrique; à cet égard, les activités d'exécution dans les domaines économique et social, devraient être davantage décentralisées. Pour que la Commission joue un rôle marquant dans les questions relevant de l'assistance technique, de la coordination des activités de développement et de l'harmonisation des échanges et de l'industrie, le PNUD et les institutions spécialisées des Nations Unies devront acheminer une partie des ressources qu'ils consacrent au développement de l'Afrique

par l'intermédiaire de la CEA, qui est incontestablement l'organisme le mieux placé pour coordonner ces activités en Afrique. L'affectation des ressources des Nations Unies en fonction des exigences du développement et des besoins d'assistance technique de l'Afrique, ne peut pas se faire convenablement à New York seulement. De plus, les représentants du PNUD ne sont pas en mesure de s'occuper de projets multinationaux. L'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de la CEA, est au contraire très bien placée pour encourager de tels projets. Bien entendu, il faudrait, à cet effet, que plusieurs Etats membres acceptent avec moins de réserves les activités du secrétariat, et il demande instamment que la Commission soit considérée comme institution africaine, au même titre que l'OUA.

Dans le domaine de la coopération économique, la Commission ne peut apporter aux Etats membres que l'assistance que ceux-ci souhaitent recevoir et, jusqu'à présent les efforts tentés par le secrétariat en faveur des nouveaux groupements économiques sous-régionaux, n'ont guère été couronnés de succès. Les Etats membres déterminent leur ordre de priorité et leurs propres programmes de coopération économique; le secrétariat peut contribuer aux travaux techniques sans entraver d'aucune manière la souveraineté des Etats membres. C'est pourquoi, à son avis, mieux vaut faire appel aux experts de la Commission que d'avoir recours aux spécialistes recrutés au titre de sources bilatérales d'assistance technique dans les anciennes puissances coloniales qui peuvent avoir des intérêts économiques établis à protéger.

Quant à savoir comment la Commission peut satisfaire les besoins de développement des Etats membres, la réponse est simple : les Etats membres n'ont qu'à dire ce qu'ils veulent que fasse le secrétariat et à lui donner les outils nécessaires. A cet égard, il insiste sur la nécessité pour les Etats membres de fournir à la Commission tout l'appui et les directives dont elle a besoin, au moment où s'approche la deuxième Décennie du développement.

En conclusion, il exprime sa profonde satisfaction pour la coopération que le Secrétaire exécutif et le personnel du secrétariat lui ont fournie pendant la durée de son mandat. Avec l'appui sans réserve des Etats membres, la Commission peut aider l'Afrique à maintenir un rythme rapide de progrès, dans un esprit de solidarité (Harambee).

M. LISSOUBA (République du Congo) déclare qu'il est à la fois agréable et redoutable de prendre la parole au nom des délégations des pays francophones. C'est pour lui un devoir agréable, car il a ainsi l'occasion de remercier sa Majesté Impériale Hailé Sélassié d'avoir une fois de plus prouvé son dévouement à la cause de l'unité africaine, en prenant le temps, malgré maintes tâches absorbantes, de prononcer un discours devant la CEA, à l'occasion du dixième anniversaire de cette dernière.

Les Etats membres se souviendront toujours de la patience, de la courtoisie et du sens de l'hospitalité qui caractérisent le peuple éthiopien.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui, par ses déclarations courageuses sur la décolonisation, le désarmement et d'autres problèmes cruciaux, bénéficie de la plus haute estime dans le monde entier, apporte à nouveau son dévouement à la cause de l'humanité, en assistant à l'anniversaire d'une institution qui a pour objet de favoriser le développement économique, social et scientifique de l'Afrique. Mieux placé que quiconque pour apprécier les problèmes des pays en voie de développement, il a déclaré que le processus du développement africain s'accélérait quand les derniers vestiges du colonialisme auront disparu et que les gouvernements africains multiplieront délibérément leurs efforts de coopération économique, en faisant appel à toutes les ressources naturelles et humaines de leur pays.

L'aspect plus délicat de la tâche de M. Lissouba est de faire le point de ce qui suivra la commémoration du dixième anniversaire de la Commission. Deux grands problèmes se posent, à savoir le commerce entre les Etats africains et l'aide. Comme l'a dit le Secrétaire général, l'Afrique ne peut sortir de l'ornière du sous-développement qu'en augmentant son compte intérieur et ses échanges à tous les niveaux de la vie économique, sociale et politique.

L'industrialisation sera, sans doute, l'élément décisif des efforts de l'Afrique et la Commission devrait s'intéresser à cette question davantage qu'elle ne l'a fait dans le passé.

Sur les plans culturel et technique, l'aide, même au niveau actuel, a donné des résultats et a permis aux pays africains de progresser réellement. Il n'en est pas de même de l'aide financière et commerciale qui ne mérite pas ce nom. Elle est inexistante ou négative, quand elle n'est pas en fait néfaste. Sans préjuger des résultats de la Mission Parrson, si l'on veut être réaliste, il faut que la Commission cherche à normaliser les échanges avec les pays industrialisés, pour que les produits africains bénéficient de prix rémunérateurs, compte tenu de l'élévation constante des cours des produits de base. Par ses propres efforts, l'Afrique créera les conditions requises pour son développement, si bien que les contributions extérieures représenteront, en fait, une aide véritable qui accélèrera le processus du développement.

Dans ce processus, la CEA a déjà joué un rôle important qui sera peut-être encore plus décisif par la suite, grâce au dévouement du Secrétaire exécutif à la cause de l'Afrique.

Dans un esprit d'optimisme, les délégations présentes proposent donc d'adopter une résolution commémorative, dans laquelle ils ont affirmé non seulement leurs espoirs mais aussi leur appui total à la Commission économique pour l'Afrique ainsi que leur désir de voir cet organisme prospérer et progresser avec de plus en plus de succès.

M. MBOYA (Kénya) remercie, au nom des délégations anglophones, Sa Majesté Impériale Hailé Sélassié de l'honneur qu'Elle a fait à la Commission économique pour l'Afrique en prononçant le discours inaugural du dixième anniversaire de sa création. Il est bon que la neuvième session de la Commission se tienne, comme la première, à Addis-Abéba.

Ainsi que l'avait mentionné Sa Majesté Impériale, dans son discours à la première session, le fait que les peuples africains soient enfin en mesure d'étudier eux-mêmes leurs problèmes et d'envisager leur avenir a annoncé une nouvelle ère pour ce continent. Pendant les dix dernières années, la CEA a beaucoup progressé; de neuf à l'origine, le nombre de ses Etats membres est passé aujourd'hui à quarante et un; une économie africaine a pris le départ.

En consacrant une si grande partie de son temps à favoriser l'unité africaine, Sa Majesté Impériale a encouragé et inspiré la Commission. Son discours contenait une foule d'idées concrètes et de conseils avisés pour la prochaine décennie. Les délégations présentes lui sont très reconnaissantes de son discours émouvant et prient pour que l'Empereur d'Ethiopie puisse continuer en bonne santé, à servir les peuples d'Afrique.

La présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est une preuve encourageante de l'engagement contracté par cette Organisation et ses institutions spécialisées, de prendre à leur charge une partie du lourd fardeau qu'est le développement de l'Afrique, dont le Secrétaire général a mentionné certains des éléments les plus importants. Bien que la décolonisation de l'Afrique ait été rapide, certains des aspects les plus cruciaux de ce problème demeurent encore, qui peut-être ne seront pas résolus avant bien des années. La férule coloniale qui continue à défier les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et l'opinion publique mondiale, porte préjudice à la cause du développement de l'Afrique. Les forces qui doivent être mobilisées pour lutter contre la pauvreté, la maladie et l'ignorance, se divisent souvent à cause du problème des territoires coloniaux actuels. Cette division compromet aussi l'unité africaine et la coopération régionale. L'un des pays les plus industrialisés en Afrique continue d'encourager le racisme au lieu de participer à la présente session pour contribuer à résoudre les graves problèmes humains auxquels le continent doit faire face.

On se félicite de la contribution des institutions spécialisées des Nations Unies au développement de l'Afrique, mais au cours des dix prochaines années, ces institutions devront adopter une nouvelle stratégie et exécuter un plan délibéré d'opérations. Les dix premières années de l'existence de la CEA ont été une période d'études, de recherches et d'organisation, sur le plan de l'infrastructure. A sa neuvième session, la Commission déterminera le rôle de la CEA, l'attitude des Etats africains à son égard et des activités des institutions spécialisées en Afrique - autant de questions qui ont une importance vitale pour la prochaine décennie.

Les nations africaines se rendent compte qu'elles doivent progresser par elles-mêmes, grâce à la coopération régionale, mais que leurs efforts ne sauraient être utiles que dans le contexte de l'interdépendance de toutes les nations du monde. Elles sont heureuses des efforts que l'Organisation des Nations Unies déploie pour apprendre au monde à faire face aux nombreuses crises qui frappent l'humanité et l'orienter vers cet objectif.

Il faut élargir et renforcer les contacts qui existent entre la CEA et l'Organisation de l'unité africaine - deux organismes africains liés par le même objectif.

Il est regrettable que, malgré l'importance généralement reconnue à l'agriculture africaine - le Secrétaire général l'a mentionné dans son discours - ce secteur ne bénéficie que d'une très faible fraction de l'aide apportée au continent. Pendant la prochaine décennie, l'agriculture africaine est menacée non seulement par la mise au point de produits synthétiques, mais aussi par les efforts des nations riches qui cherchent à augmenter leur production agricole. Le problème actuel de l'aide aux débouchés s'aggravera pendant la prochaine décennie et l'échec manifeste de la deuxième CNUCED a rendu la situation encore plus difficile. Il faut prendre des dispositions, à l'échelle internationale, pour régler le problème de l'excédent des récoltes de produits alimentaires qui s'accroîtra dans les pays africains.

La séance est levée à 15 h 15

1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 26

Trial	Control (n=10)	MCI (n=10)	AD (n=10)
1	95	85	75
2	95	85	75
3	95	80	70
4	95	75	65
5	95	75	65